

ASSEMBLEE GENERALE

ORDINAIRE

DU 16 MAI 2003

SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR

CONSEIL D'ADMINISTRATION

DIRECTION

CHIFFRES CLES

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETATS COMPTABLES AU 31 DECEMBRE 2002

. BILAN

. COMPTE DE RESULTAT

LISTE DES RESOLUTIONS

INFORMATIONS DIVERSES

. EVOLUTION DU CAPITAL

. REPARTITION DU CAPITAL

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 Mai 2003

ORDRE DU JOUR

.....

- 1 - Lecture des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2002 ainsi que du Rapport spécial des Commissaires aux Comptes**

- 2 - Approbation du Bilan et du Compte de Résultat arrêtés au 31 Décembre 2002 et fixation de la répartition des bénéfices.**

- 3 - Quitus de la gestion des Administrateurs.**

- 4 - Nomination des Administrateurs**

- 5 - Questions diverses**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Ange KOFFY	Président
M. Jacques Henri WAHL	Administrateur
M. Michel VAYSSIE	Administrateur
M. Gérard MANGOUA	Administrateur
ETAT DE COTE D'IVOIRE représenté par Mme Mamou Kouyaté EHU et M. Antoine Amoa ANO	Administrateur
BNP PARIBAS représentée par M. Francis HARTMANN	Administrateur
SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER représentée par M. Francis HARTMANN	Administrateur
SOCIETE INTERNATIONALE FINANCIERE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE représentée par M. Philippe SECHAUD	Administrateur

COMMISSAIRES AUX COMPTES

PRICEWATERHOUSE COOPERS et KPMG - AUDITEURS ASSOCIES en Afrique

DIRECTION

Président Directeur Général

M. Ange KOFFY

Directeur Général Adjoint

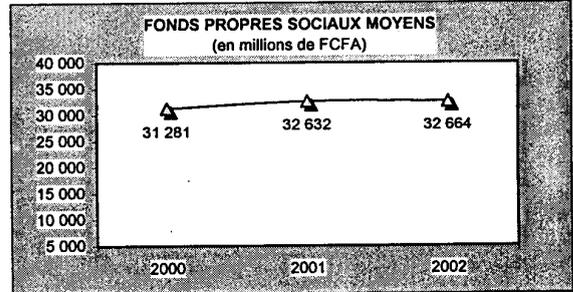
M. Michel LAFONT

Secrétaire Général

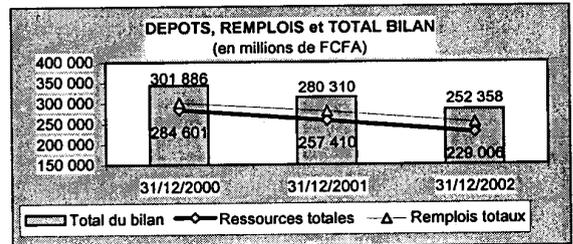
M. Michel FAVA

31/12/2000 31/12/2001 31/12/2002

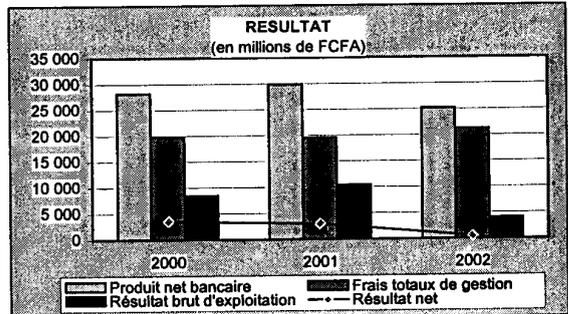
MOYENS	En millions de F.CFA		
Fonds propres sociaux moyens	31 281	32 632	32 664
Effectifs	752	713	650
Nombre de sièges	33	33	33



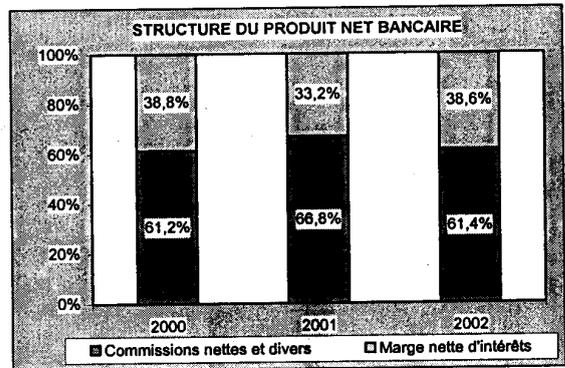
ACTIVITE	En millions de F.CFA		
Total du Bilan	343 801	314 842	284 115
Ressources totales	284 601	257 410	229 006
- dont Dépôts de la Clientèle	222 443	212 906	215 141
Remplois totaux	301 886	280 310	252 358
-dont Crédits à la Clientèle	228 866	214 034	177 878
Créances publiques titrisées	27 134	22 119	18 566



RESULTATS	En millions de F.CFA		
Produit Net Bancaire	28 231	29 873	25 236
- Marge nette d'intérêts	17 287	19 950	15 483
- Commissions Nettes et Divers	10 944	9 923	9 753
Frais de Gestion totaux	19 763	19 505	21 194
- Frais Généraux d'exploitation	16 925	16 719	18 057
- Amortissements	2 838	2 786	3 137
Résultat brut d'exploitation	8 468	10 368	4 042
Résultat Net	3 608	3 005	574



RATIOS	2000	2001	2002
Ratio de solvabilité (FdsP/Risques)	10,7%	13,0%	15,2%
*Fonds Propres Effectifs	27 658	30 956	29 886
*Total Risques Pondérés	257 855	238 123	196 300
Coefficient de Liquidité	59,0%	79,0%	78,0%
Structure du Produit Net Bancaire	100,0%	100,0%	100,0%
- Marge Nette d'intérêts	61,2%	66,8%	61,4%
- Commissions Nettes et Divers	38,8%	33,2%	38,6%
Rentabilité			
*Coefficient d'exploitation	70,0%	65,3%	84,0%
*Rentabilité des Capitaux Propres	11,5%	9,2%	1,8%
*Résultat Net par action	2 405	1 803	344



RAPPORT
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, nous vous avons réuni en Assemblée Générale afin de vous rendre compte de l'activité de votre banque durant l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation le Bilan et les Comptes arrêtés au 31 décembre 2002.

Vous aurez également à vous prononcer sur le présent rapport et ceux des Commissaires aux Comptes, ainsi que sur les propositions d'affectation, de répartition des résultats et la composition de votre Conseil d'Administration.

* * * * *

L'année 2002 a été marquée par une remontée certes modérée du taux de croissance de l'économie mondiale qui devrait approcher 2,3% contre 1,9% en 2001.

Cette reprise de l'activité économique est essentiellement imputable à la hausse de la consommation privée aux Etats-Unis et au dynamisme industriel des pays émergents d'Asie du sud-est. Ces derniers ont profité de l'intensification des échanges commerciaux entraînée par le rebond américain.

En effet, aux Etats-Unis, l'activité économique a été portée par des facteurs temporaires, notamment la reconstitution des stocks et la baisse d'impôts au premier trimestre, et les conditions avantageuses offertes par l'achat de véhicule et de logement au quatrième trimestre. La croissance du PIB est estimée à 2,3% contre 0,3% en 2001.

En Europe par contre, on enregistre un léger ralentissement de l'économie (taux de croissance de 0,8% contre 1,4% en 2001), sous l'effet conjugué du recul de la contribution du commerce extérieur dû au raffermissement de l'euro par rapport au dollar, et de la contraction des dépenses d'investissement des entreprises. Ce dernier facteur explique également la récession au Japon pour la deuxième année consécutive (-0,7% en 2002 contre -0,3% en 2001).

Dans l'espace UEMOA, la conjoncture régionale semble avoir neutralisé les effets positifs escomptés de la reprise de l'économie mondiale sur l'Union. En effet, à la suite des troubles intervenus en Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002, la croissance économique initialement attendue à 4,4% est estimée à 2,7%.

* * * * *

En Côte d'Ivoire, un coup d'arrêt brutal a été infligé à la reprise économique par la survenue en septembre de la plus grande crise politico-militaire qu'ait jamais connue le pays, alors que les perspectives s'avéraient prometteuses à la faveur de la normalisation progressive du climat socio-politique et de la signature d'un programme économique et financier appuyé par les institutions de Bretton Woods en mars 2002.

La détérioration de la situation économique et financière du pays qui s'en est suivie (le taux de croissance du PIB est estimée à -1,2% contre une prévision initiale de +3%) a affecté quasiment tous les secteurs.

- ◆ *Dans le secteur primaire (taux de croissance estimée à -0,9%), la situation est essentiellement caractérisée par une baisse des productions agricoles au quatrième trimestre.*

Toutefois, du fait de la bonne tenue des cours et d'une campagne de récolte précoce, la production de cacao fève a pu atteindre 1 277 000 tonnes en 2002 contre 1 336 500 tonnes en 2001, limitant la baisse à 4,5%. Quant au café vert, il a enregistré un recul plus important, à 181 970 tonnes (contre 251 700 tonnes en 2001, soit - 27,7%).

	PRODUCTIONS AGRICOLES (en milliers de tonnes)				COURS MOYENS (en F.CFA / Kg)			
	2000	2001	2002	02/01	2000	2001	2002	02/01
Café	380,5	251,7	182	-27,7%	646	442	468	5,9%
Cacao	1445,1	1336,5	1277	-4,5%	624	862	1344	55,9%
Coton fibre	183	121,2	121,3	0,1%	928	776	705	-9,1%
Caoutchouc	111,6	127,9	137,5	7,5%	458	399	517	29,6%
Banane	241,1	249,4	239,3	-4,0%	507,5	569,7	527	-7,5%
Ananas	254,5	266	240,3	-9,7%	-	-	-	-
Huile de palme	259,1	215,9	255,7	18,4%	220	210	270	28,6%

Source: MEF – Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique

Les productions minières, à l'inverse, ont fortement augmenté dans l'ensemble, à l'exception de celle de l'or. En particulier, la production de pétrole a plus que doublé (+152,3%) en raison de la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères.

	PRODUCTIONS MINIERES				COURS MOYENS (en \$/unité)				
	2000	2001	2002	02/01	Unité	2000	2001	2002	02/01
Pétrole (1)	2578,2	2099,2	5296,8	152,3%	\$/bl	28,3	24,7	24,8	0,40%
Gaz (2)	1180,2	1266,8	1517,5	19,8%	\$/mmbtu	3,9	4,1	-	-
Or (3)	3444,1	3672	3576,2	-2,6%	\$/once	279,5	271,3	310,5	14,45%
Diamant (4)	186,3	215,4	266,2	23,6%		-	-	-	-

Source: MEF – Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique

(1) en milliers de barils (2) en millions de m³ (3) en kilos (4) en milliers de carats

mmbtu : million de British Terminal Unit

- ◆ *Dans le secteur secondaire, après une hausse de 1,5% sur les trois premiers trimestres, la production a fortement chuté au dernier trimestre(-22,4%) en raison de la baisse d'activité, des problèmes d'approvisionnement et des difficultés d'accès au marché sous-régional*

Au total, la production industrielle a reculé de 3,8% en 2002 par rapport à ce qu'elle était en 2001.

- ◆ *L'activité dans le secteur tertiaire recule de 1,8% du fait de la baisse de la consommation et des fortes perturbations des circuits de distribution.*

Toutes les composantes de ce secteur sont en repli : commerce(-3,4%), services(-3,0%), et transports-télécommunications (-2,1%).

- ◆ *Dans cet environnement, le taux d'inflation a été de 3,1% en 2002 contre 4,4% en 2001.*

Cette baisse est attribuable aux actions concertées entre l'Etat et les opérateurs privés pour la maîtrise des prix, et à l'approvisionnement plus régulier des marchés en produits vivriers au cours des trois premiers trimestres. Au quatrième trimestre par contre, des tensions inflationnistes sont apparues principalement à cause des difficultés d'approvisionnement.

- ◆ *Au plan des échanges extérieurs, l'amélioration des termes de l'échange a contribué à augmenter l'excédent commercial à 1 772 milliards contre 803 milliards en 2001 (+121%).*

En effet, les prix moyens des importations ont baissé de 6,9% alors que les prix à l'exportation ont progressé de 23,9%.

En volume, malgré une baisse de 10,3% au dernier trimestre, le volume des biens exportés en 2002 a progressé de 2,7% par rapport à son niveau de 2001, essentiellement grâce aux exportations de pétrole brut (+107,8%).

De même, les importations ont augmenté en volume (+22,2%), du fait principalement des importations de riz (+12%), de métaux (+8,3%) et de blé (+8%). La baisse de 30% du volume des importations au quatrième trimestre, a été largement compensée par la forte hausse du deuxième trimestre (+148%).

- ◆ *Au plan des finances publiques, les recettes(1 507,8 milliards), ont été supérieures de 34,8 milliards au montant attendu.*

Cette plus-value a été obtenue grâce aux excédents des revenus du pétrole et du gaz(+42,5 milliards), et des autres recettes non fiscales(+42,2 milliards). En ce qui concerne les recettes fiscales, la situation de guerre a fortement affecté les performances enregistrées sur les trois premiers trimestres de l'année. De 37,3 milliards en août, la plus-value de recettes fiscales est passée à 3,6 milliards en fin d'année.

L'exécution des dépenses se caractérise par un dépassement des dépenses courantes(+124,2 milliards) et un taux de réalisation des dépenses d'investissement de 72,5%.

Pour un total de dépenses de 1 561,3 milliards contre des recettes globales de 1 507,8 milliards, le solde budgétaire ressort déficitaire à -53,5 milliards.

* * * * *

La situation monétaire du pays est caractérisée par une amélioration considérable des avoirs extérieurs nets. Ils se situent à 575,1 milliards en décembre 2002 contre 279,7 milliards à fin 2001, soit une augmentation de 105,6%.

Cette importante hausse provient de l'amélioration des recettes d'exportation qui se traduit par un flux net positif au profit des banques.

Les crédits intérieurs nets progressent légèrement de 1,2% en s'établissant à 1691,3 milliards contre 1670,8 milliards en décembre 2001 ; la rétraction des crédits à l'économie (-0,2%) ayant été plus que compensée par l'accroissement du crédit net de l'Etat (+5,2%).

La masse monétaire, selon l'évolution de ses contreparties, connaît une croissance de 15,9%. Elle se situe à 2 138,1 milliards contre 1844,5 milliards en décembre 2001. Cette hausse se reflète dans les évolutions des dépôts en banques (+16,6%), de la monnaie fiduciaire (+16,8%) et des comptes chèques postaux(+20,5%).

**SITUATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS AU 31/12 /2002**

(Millions CFA)

<u>RUBRIQUES</u>	<u>31/12/01</u>	<u>31/12/02</u>	<u>2002 /2001</u>
REMPLOIS			
<u>Trésorerie et interbancaire</u>	<u>221 046</u>	<u>274 146</u>	<u>+ 24,02%</u>
<u>Clientèle</u>	<u>1 103 687</u>	<u>1 094 864</u>	<u>- 0,80%</u>
- Cptes ord. débiteurs	365 536	334 662	- 8,45%
- Effets commerciaux	68 505	76 508	+ 11,68%
-Crédits à court terme	348 001	355 291	+ 2,09%
-Crédits à long & moy. terme	260 235	256 253	- 1,53%
-Crédits en souffrance	61 410	72 150	+ 17,49%
<u>Titres d'investissement</u>	<u>83 910</u>	<u>69 523</u>	<u>- 17,15%</u>
<u>TOTAL EMPLOIS</u>	<u>1 408 643</u>	<u>1 438 533</u>	<u>+ 2,12%</u>
RESSOURCES			
<u>Trésorerie & interbancaire</u>	<u>395 498</u>	<u>211 022</u>	<u>- 46,34%</u>
<u>Clientèle</u>	<u>1 028 528</u>	<u>1 183 131</u>	<u>+ 15,03%</u>
-Cptes ordinaires créditeurs	452 642	506 182	+ 11,83%
-Comptes à régime spécial	257 722	291 874	+ 13,25%
-Dépôts à terme et Bons de caisse	284 465	338 165	+ 18,88%
-Comptes d'emprunts	8 201	2 213	- 73,02%
-Comptes indisponibles	25 498	44 697	+ 75,30%
<u>Autres sommes dues</u>	<u>27 719</u>	<u>33 614</u>	<u>+ 21,27%</u>
<u>TOTAL RESSOURCES</u>	<u>1 451 745</u>	<u>1 427 767</u>	<u>- 1,65%</u>

Source : APBEFCI

Durant une bonne partie de l'année, l'effet conjugué de la baisse des crédits à l'économie (accentuée au quatrième trimestre par les conséquences de la crise socio-politique en cours), et de la hausse de l'épargne privée due à l'accroissement des revenus des agriculteurs de cacao notamment, a accru les liquidités des banques commerciales (encaisses et avoirs à la Banque Centrale).

* * * * *

La BICICI, votre banque, dans ce marché de plus en plus concurrentiel aux perspectives mitigées, a continué à adapter sa politique commerciale et sa gestion.

- ♦ *L'activité d'Intermédiation financière, à l'instar de toute la profession, a été marquée par une baisse des volumes moyens de crédits clientèle octroyés (-6,91%) et une hausse des volumes moyens de ressources clientèle collectées (+9,69%).*

* L'impact de la récession est naturellement plus sensible au niveau des crédits aux entreprises (-12,6 Milliards, soit -9,50%), surtout au quatrième trimestre qui a subi de plein fouet toutes les conséquences de la guerre. Toutefois, compte tenu de la dégradation générale du risque induit par la crise, les crédits aux particuliers ont également été réduits (-4,3 Milliards, soit -11,87%), aussi bien les crédits à la consommation que les crédits à l'habitat.

ACTIVITE DE CAPITAUX EN VOLUMES MOYENS

(Millions de F CFA)

RUBRIQUES	4èTrim 2001	Moyenne 2001	4èTrim 2002	Moyenne 2002	Accr 2002/2001
REMPLOIS CLIENTELE					
<u>Crédits aux entreprises</u>	140 717	132 756	131 661	120 144	-09,50%
-Moyen et long terme	40 869	37 557	32 947	33 088	-11,90%
-Découverts	45 629	49 923	49 494	41 958	-15,95%
-Crédits à court terme	47 570	39 083	42 001	37 858	-03,13%
-Escompte commercial	6 649	6 193	7 219	7 240	+16,91%
<u>Crédits aux Particuliers</u>	35 898	36 067	30 771	31 786	-11,87%
-Crédits immobiliers	22 306	22 529	22 177	21 570	-04,26%
-Crédits à court terme	13 592	13 538	8 594	10 216	-24,54%
<u>Créances Publ. & Titrisées</u>	35 845	37 569	19 482	31 155	-17,07%
<u>Remplois Nets improductifs</u>	9 401	10 928	9 651	11 082	+01,41%
<u>TOTAL REMPLOIS</u>	221 861	217 320	201 565	194 167	-10,65%

RUBRIQUES	4è Trim 2001	Moyenne 2001	4è Trim 2002	Moyenne 2002	Accr 2002/2001
RESSOURCES CLIENTELE					
Dépôts des Entreprises	95 786	97 195	104 466	107 830	+10,94%
- Cptes créditeurs à vue	64 800	70 694	74 877	75 161	+6,32%
- Cptes à terme et Bons de Caisse	30 986	26 501	29 589	32 769	+23,65%
Dépôts des Particuliers	109 811	110 626	122 443	119 984	+8,46%
-Cptes créditeurs à vue	25 926	26 537	31 478	29 890	+12,64%
-Cptes à régime spécial	60 925	60 961	69 829	67 681	+11,02%
-Dépôts à terme	22 960	23 128	21 136	22 413	-3,09%
Comptes indisponibles	3 663	3 516	4 405	3 898	+10,86%
TOTAL RESSOURCES	209 260	211 337	231 314	231 812	+9,69%

* Au niveau de la collecte des ressources clientèle, la croissance des dépôts d'épargne des particuliers amorcée dès le début de l'année suite à l'afflux exceptionnel de revenus générés par la bonne campagne agricole 2001, s'est poursuivie tout au long de l'exercice. Cela explique que les comptes à régime spécial-tous types de comptes d'épargne confondus-contribuent en volumes moyens annuels au tiers des augmentations des dépôts de la banque en 2002, améliorant du coup notre position de place dans cette catégorie de ressources(25,3% contre 24,2% au 31/12/2001).

* Dans ces conditions, la Trésorerie courante de la banque est restée largement excédentaire quasiment toute l'année, et le recours aux refinancements extérieurs(pensions, marché monétaire et mobilisation des titres Pasfi) a été pratiquement nul.Ceci a contribué, avec une bonne maîtrise du coût des ressources onéreuses(comptes à terme notamment) à limiter la baisse de la marge brute d'intérêts.

- ◆ *En ce qui concerne les Services offerts à la clientèle*, la banque a poursuivi ses innovations en matière de Monétique et de Télématicque, afin de conserver notre position de leader de la sous-région dans ce domaine.

L'ouverture de nouveaux Guichets Automatiques de Banque avec d'autres opérations que le simple retrait d'espèces, ainsi que la mise en œuvre de nouveaux produits(Cartes VISA BICICI, BICICI NET, Transferts WESTERN UNION.....), ont permis de réduire quelque peu les effets de la récession sur les commissions perçues.

- ◆ *Au total le Produit Net Bancaire* est en retrait de 15,5% à 25, 2 Milliards contre 29,8 Milliards en 2001, année qui avait certes enregistré des régularisations importantes mais non récurrentes d'arriérés d'intérêts de la part de l'Etat.

- ◆ **Les Frais de gestion se sont élevés à 21,2 Milliards**, enregistrant une augmentation de 1,7Milliards due pour une bonne part à l'inflation.

*Les Charges de Personnel, en hausse de 646 Millions, supportent le poids des augmentations générales de salaires et de revalorisations de certains avantages sociaux de toute la profession rendues nécessaires par le niveau de l'inflation, ainsi que de l'accroissement des dépenses de santé.

*L'augmentation des Autres Frais Généraux (+691 Millions globalement), est le fait de rappels d'impôts et taxes suite à un contrôle fiscal particulièrement difficile qui aura coûté au total 2,1Milliards(dont 1,2Milliards au titre des Impôts sur BIC).

*Quant aux dotations aux amortissements, leur augmentation(351 Millions) est imputable essentiellement aux investissements informatiques(62% de nos charges d'amortissements) dont la durée d'amortissement a été en outre ramenée à 2 ans (au lieu de 5 ans pour le matériel et 3 ans pour les logiciels) par la Loi de finances 2002.

- ◆ **Le coût du Risque bancaire**, nonobstant la poursuite de la politique d'assainissement du fonds de commerce et malgré les provisions complémentaires sur les risques induits de la crise politico-militaire, a pu être réduit à 1,3Milliards(contre 5,2Milliards en 2001) grâce aux résultats d'actions vigoureuses de récupérations des créances contentieuses.

* * * * *

En définitive, le bilan soumis à votre approbation, que commenteront les commissaires aux comptes, s'équilibre à 284 114 822 318 F.CFA.

Après les dotations brutes aux comptes de provisions pour dépréciation des créances douteuses à hauteur de 3 222 289 875 F.CFA et d'amortissements pour 3 136 541 334 F.CFA, le résultat net comptable ressort bénéficiaire d'un montant de 574 289 953 F.CFA, auquel il faut ajouter le Report à Nouveau de l'exercice précédent de 30 434 611 F.CFA, soit une masse à répartir de 604 724 564 F.CFA.

Votre Conseil d'Administration vous en propose, après augmentation de cette masse d'une somme de 1 482 486 097 F.CFA prélevée sur les Réserves Extraordinaires existantes, les affectations suivantes :

- Réserves légales et obligatoires 86 143 493 F.CFA
- Dividendes.....2 000 000 400 F.CFA
- Report à Nouveau1 066 768 F.CFA.

Si vous les approuvez, il sera distribué un dividende net d'impôt de 1 080 F.CFA par action, soit 10,8% du nominal.

& & & & & & &

RAPPORT GENERAL
DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
(BICICI)**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002)

Immeuble ALPHA 2000
23^{ème} étage, Rue Gourgas - Plateau
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER
5^{ème} étage, Avenue Noguès - Plateau
01 BP. 3172 Abidjan 01

Aux Actionnaires de la Banque Internationale
pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire
(BICICI)
01 B.P 1298
Abidjan 01

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET
L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE (BICICI)**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de la loi n° 95-495 du 26 juin 1995 portant modification de l'article 40 de la loi bancaire du 25 juillet 1990, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) ci - joints ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,
- le respect de la réglementation bancaire,
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002.

Les comptes annuels ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de votre Banque. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

RAPPORT SPECIAL
DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
DE LA COTE D'IVOIRE
(BICICI)

RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
VISEES AUX ARTICLES 432, 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME RELATIF
AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU GIE DU TRAITE DE L'OHADA

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002)

Immeuble ALPHA 2000
23^{ème} étage, Rue Gourgas - Plateau
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER
5^{ème} étage, Avenue Noguès - Plateau
01 BP. 3172 Abidjan 01

Aux Actionnaires de la Banque Internationale
pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire
(BICICI)

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE
UNIFORME RELATIF AU DROIT DES SOCIETES COMMERCIALES ET DU
GIE DU TRAITE DE L'OHADA**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002)

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 440 relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE de l'Acte uniforme du Traité OHADA, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 et suivants dudit Traité, qui stipule que toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un administrateur ou un directeur général ou un directeur général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenues entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs ou directeur général ou directeur général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général ou directeur

Rapport spécial
Page 2

1. **CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE**

Nous n'avons pas été informés de convention conclue sur l'exercice clos le 31 décembre 2002.

2. **CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE**

- **Convention d'assistance technique avec la BNP/SFOM**

* **Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, suivant protocole d'accord du 7 octobre 1971 conclu entre la République de Côte d'Ivoire, la SFOM et la BNP.

* **Modalités**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants comptabilisés en charge par la BICICI au titre de cette assistance pour l'exercice 2002 s'élèvent à F.CFA 661,1 millions.

- **Convention d'assistance technique avec BICIBOURSE**

* **Nature et objet**

Assistance technique en faveur de la BICIBOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

* **Modalités**

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICIBOURSE pour l'exercice 2002 s'élèvent à F.CFA 14,4 millions.

Rapport spécial
Page 3

- **Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et ses filiales BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE**

* **Nature et objet**

Remboursement par BICI-BAIL, COFINCI et BICI-BOURSE de frais et débours engagés par la BICICI.

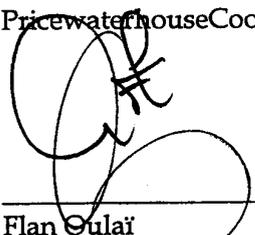
* **Modalités**

Suivant cette convention, les filiales précitées remboursent à la BICICI leur quote-part de frais de tenue de conseil d'administration et d'assemblée générale d'actionnaires. Ainsi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2002, la quote - part de frais de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale Ordinaire refacturés aux filiales, s'élèvent à F.CFA 19,3 millions pour COFINCI, F.CFA 18 millions pour BICIBAIL et F.CFA 1,1 millions pour BICIBOURSE.

Abidjan, le 18 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers



Flan Oulaï

Auditeurs Associés en Afrique



Jean-Luc Ruelie

Immeuble ALPHA 2000
23^{ème} étage, Rue Gourgas - Plateau
01 BP. 1361 Abidjan 01

Immeuble WOODIN CENTER
5^{ème} étage, Avenue Noguès - Plateau
01 BP. 3172 Abidjan 01

Aux Actionnaires de la Banque Internationale
pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire
(BICICI)
01 B.P 1298
Abidjan 01

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES
REMUNERATIONS EXCEPTIONNELLES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS
DE VOYAGE AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
(ARTICLE 432 DU TRAITE OHADA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2002**

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article 432 relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE de l'Acte uniforme du Traité de l'OHADA, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du Conseil d'Administration de la Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce de la Côte d'Ivoire (BICICI) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

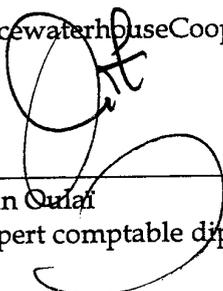
Nous n'avons pas été informés de rémunérations ou de remboursements visés à l'article précité.

Ainsi, conformément à la loi et aux statuts de la société, il vous appartient de vous prononcer sur le présent rapport spécial.

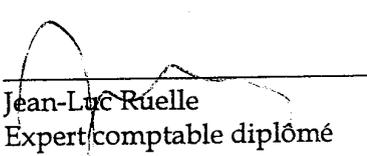
Abidjan, le 18 avril 2003

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers


Flan Ouraf
Expert comptable diplômé

Auditeurs Associés en Afrique


Jean-Luc Ruelle
Expert comptable diplômé

ETATS COMPTABLES

AU 31 DECEMBRE 2002

BANQUE INTERNATIONALE
pour le **COMMERCE** et l'**INDUSTRIE**
de la **CÔTE D'IVOIRE**

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2002

Montants en FCFA

CHARGES	Montants nets		PRODUITS	Montants nets	
	31/12/2001	31/12/2002		31/12/2001	31/12/2002
Intérêts et Charges Assimilées	6 244 353 897	5 877 775 895	Intérêts et Produits Assimilées	24 292 675 590	21 136 118 792
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	1 041 336 767	374 909 802	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances interbancaires	1 516 766 498	1 547 268 861
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 011 237 911	5 339 254 455	- Intérêts et Produits Assimilées sur Créances sur la clientèle	21 876 889 437	18 918 838 463
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	191 779 219	163 611 638	- Intérêts et Produits Assimilées sur Titres d'Investissement	889 012 817	642 526 062
- Autres Intérêts et Charges Assimilées			- Autres Intérêts et Produits Assimilées	10 006 838	27 485 406
Charges sur Crédit-bail et Opérations Assimilées	0	0	Produits sur Crédit-bail et Opérations Assimilées		
Commissions	344 860 078	150 603 018	Commissions	8 281 735 817	7 758 042 971
Charges sur Opérations Financières	21 311 913	21 914 215	Produits sur Opérations Financières	1 750 682 310	1 635 151 618
- Charges sur Titres de Placement			- Produits sur Titres de Placement	72 241 978	88 273
- Charges sur Opérations de Change	21 311 913	21 914 215	- Dividendes et Produits Assimilés	296 590 209	347 327 130
- Charges sur Opérations de Hors Bilan			- Produits sur Opérations de Change	412 846 358	375 344 443
			- Produits sur Opérations de Hors Bilan	969 003 765	912 391 772
Charges Diverses d'Exploitation Bancaire	361 843 991	101 306 415	Produits Divers d'Exploitation Bancaire	1 166 280 503	958 117 894
Achats de Marchandises					
Stocks Vendus	0	0	Marges Commerciales		
Variations de Stocks de Marchandises	0	0	Ventes de Marchandises		
Frais Généraux d'Exploitation	17 430 487 374	17 308 918 391	Variations de Stocks de Marchandises		
- Frais de Personnel	9 276 095 413	9 295 501 618	Produits Généraux d'Exploitation	105 327 929	77 159 976
- Autres Frais Généraux	8 154 391 961	8 013 416 773	Reprises d'Amortissements et de Provisions sur Immobilisations	70 400	
Dotations aux Amortissements et aux Provisions sur Immobilisations	2 785 788 461	3 136 541 334	Solde en Bénéfice des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan		
Solde en Perte des Corrections de Valeur sur Créances et du Hors Bilan	4 992 642 280	1 469 791 371	Excédent des Reprises / Dotations du Fonds pour Risques Bancaires Gén.		
Excédent des Dotations / Reprises du Fonds pour Risques Bancaires Gén.			Produits Exceptionnels	256 005 976	434 334 248
Charges Exceptionnelles	1 361 261 171	1 644 236 305	Profits sur Exercices Antérieurs	1 897 009 436	183 138 626
Pertes sur Exercices Antérieurs	150 341 818	401 844 410			
Impôt sur le Bénéfice	1 051 632 400	1 494 842 818			
Bénéfice de l'Exercice	3 005 264 578	574 289 953			
TOTAL	37 749 787 961	32 182 064 125	TOTAL	37 749 787 961	32 182 064 125

BICICI
Page 2

Opinion sur les comptes annuels

1. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci-après. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.
2. La Côte d'Ivoire connaît une situation de guerre depuis le 19 septembre 2002, caractérisée par l'occupation d'une partie du territoire national par des rebelles et un déplacement important de population. Le climat socio-politique et sécuritaire s'est fortement dégradé entraînant un ralentissement très net et une désorganisation de l'activité économique d'ensemble.

Les six (6) agences de la banque, localisées dans la zone occupée, sont fermées depuis le début de la guerre. En conséquence, la Banque n'a pu établir les rapprochements bancaires relatifs aux comptes BCEAO ouverts dans les agences dont les soldes au 31 décembre 2002 s'élèvent à F.CFA 1 179 millions, de même que les caisses n'ont pu faire l'objet d'inventaire physique et dont l'encours s'élève à F.CFA 737 millions. En raison de ce qui précède, nous n'avons pu mettre en œuvre les diligences nécessaires pour l'examen du solde de ces comptes.

Par ailleurs la BICICI a enregistré une provision de F.CFA 600 millions pour couvrir le risque de pertes d'actifs dans ces agences.

A ce jour, l'incidence de la situation de guerre sur les actifs de la banque ne peut être déterminée avec certitude.

3. Les provisions complémentaires non encore comptabilisées au 31 décembre 2002 s'élèvent à F.CFA 1 202 millions dont F.CFA 1 022 millions de provisions demandées initialement par la Commission Bancaire.
4. A l'exception des situations décrites aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, nous certifions que les comptes annuels ci-joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BICICI pour l'exercice clos à cette date, conformément aux prescriptions de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de présentation de rapport annuel et au Nouveau Plan Comptable Bancaire.

BICICI

Page 3

5. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

L'ex - EECI a des engagements importants auprès des banques de la place, dont la BICICI pour un montant de F.CFA 5,8 milliards. Ces engagements ont été transférés à la Société de Gestion du Patrimoine (SOGEPÉ) suite à la liquidation de l'EECI. Dans une correspondance adressée au pool bancaire en date du 13 mai 2002, le Ministre de l'Economie et des Finances de l'Etat de Côte d'Ivoire a confirmé le caractère souverain de cette dette. Aussi, il n'a pas été constitué de provision sur cette créance, en dépit des impayés constatés sur le service de la dette. Suivant la correspondance précitée, une nouvelle consolidation des engagements de l'ex-EECI devrait être négociée entre le pool des banques créancières et la SOGEPÉ .

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes généralement admises, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des situations décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Par ailleurs, conformément à l'article 35 de la loi bancaire N° 90-589 du 25 juillet 1990, nous vous informons que le montant des encours consentis directement ou indirectement aux personnes qui participent à la direction, à l'administration, à la gérance et au contrôle ou au fonctionnement de la BICICI s'est élevé à F.CFA 4 308 millions au 31 décembre 2002 soit 14,41% des fonds propres effectifs. Le plafond autorisé par la réglementation bancaire est de 20 %.

Respect de la réglementation bancaire

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation bancaire. Nous devons porter à votre attention les informations suivantes sur le respect des ratios prudentiels :

- le coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables est de 50%, inférieur au minimum réglementaire de 75% ;
- le ratio de structure du portefeuille est de 1%, inférieur au minimum réglementaire de 60%.

BICICI
Page 4

Par ailleurs, les fonds propres effectifs d'un montant de F.CFA 29 886 millions, servant de base de calcul à la plupart des ratios prudentiels n'intègre pas le montant de la provision proposée par la Commission Bancaire et non comptabilisée par la Banque. Ce montant est à déduire des fonds propres en application de la réglementation bancaire.

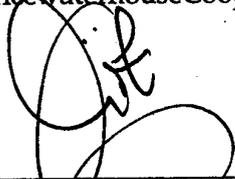
Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

Abidjan, le 18 avril 2003

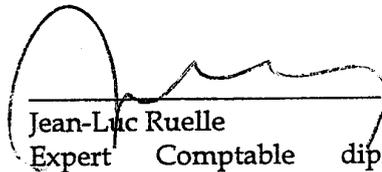
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers



Flan Oulaj
Expert Comptable diplômé

Auditeurs Associés en Afrique



Jean-Luc Ruelle
Expert Comptable diplômé

LISTE DES RESOLUTIONS

RESOLUTIONS

Première résolution

**Approbation du rapport du Conseil d'Administration .
Approbation du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de
l'exercice 2002 ainsi que de leur rapport spécial.**

Deuxième résolution

**Approbation du Bilan et des Comptes de l'exercice social arrêtés au 31
décembre 2002 ainsi que de la répartition des bénéfices.**

Troisième résolution

Quitus de la gestion des Administrateurs dont les mandats expirent ce jour.

Quatrième résolution

Nomination des Administrateurs.

Cinquième résolution

INFORMATIONS DIVERSES

EVOLUTION DU CAPITAL

ANNEE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		Apports en Numéraires	Incorporations de Réserves	Apports d'Actifs	
1962	Création de la BICICI	200 000 000			200 000 000
1966	Création de 10 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	100 000 000			300 000 000
1969	Création de 5 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite Création de 15 000 actions, une action nouvelle pour deux anciennes, émission au pair	150 000 000	50 000 000		500 000 000
1971	Création de 25 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	250 000 000			750 000 000
1973	Création de 10 000 actions nouvelles, deux actions nouvelles pour quinze anciennes, distribution gratuite Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair	350 000 000	100 000 000		1 200 000 000
1975	Création de 30 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300 000 000			1 500 000 000
1977	Création de 50 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500 000 000		2 000 000 000
1978	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1 000 000 000			3 000 000 000
1981	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1 000 000 000		4 000 000 000
1986	Création de 100 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1 000 000 000		5 000 000 000
1988	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2 500 000 000		7 500 000 000
1995	Création de 250 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2 500 000 000		10 000 000 000
1997	Création de 500 000 actions nouvelles, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5 000 000 000		15 000 000 000
2001	Création de 166 667 actions nouvelles, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1 666 670 000	16 666 670 000
TOTAL		2 350 000 000	12 650 000 000	1 666 670 000	16 666 670 000

**EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BICICI (*)
EXERCICE 2002**

MOIS	ANNEE	COURS PLUS BAS	COURS PLUS HAUT
Janvier	2002	25 835	25 835
Février	2002	25 835	25 835
Mars	2002	22 110	22 110
Avril	2002	19 885	21 500
Mai	2002	19 885	20 000
Juin	2002	18 600	18 600
Juillet	2002	17 020	18 600
Août	2002	17 020	17 020
Septembre	2002	16 900	16 900
Octobre	2002	16 895	16 900
Novembre	2002	16 895	18 160
Décembre	2002	20 000	32 300

(*) Valeur nominale de l'action : F CFA 10 000

EVOLUTION DES DIVIDENDES DISTRIBUES DEPUIS 1971

DATE DE PAIEMENT	EXERCICE	MONTANT BRUT/ACTION	% NOMINAL	AUGMENTATION CONCOMITANTE DU CAPITAL SOCIAL
28.02.1972	70/71	1 000	10%	2 actions gratuites pour 15 anciennes
10.12.1973	71/72	1 000	10%	
01.01.1974	72/73	1 000	10%	
21.02.1975	73/74	1 000	10%	1 action gratuite pour 3 anciennes
04.03.1976	74/75	1 000	10%	
01.04.1977	75/76	1 000	11%	
01.04.1978	76/77	1 400	14%	Augmentation en numéraire 1 pour 2 (1)
01.04.1979	77/78	1 400	14%	
	77/78	350	14%	
01.04.1980	78/79	1 500	15%	1 action gratuite pour 3 anciennes (1)
01.04.1981	79/80	1 500	15%	
01.04.1982	81/81	1 500	15%	
	80/81	750	15%	
01.04.1983	81/82	600	6%	(1)
01.04.1987	85/86	700	7%	
	85/86	350	7%	
01.04.1988	86/87	700	7%	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7%	
01.04.1990	88/89	700	7%	
01.04.1992	90/91	1 070	10,70%	
01.04.1993	91/92	1 000	10%	
23.03.1994	92/93	1 200	12%	
17.03.1995	93/94	1 500	15%	1 action gratuite pour 3 anciennes
05.04.1996	94/95	3 000	30%	
23.04.1997	1996	4 000	40%	1 action gratuite pour 2 anciennes
23.04.1998	1997	2 667	26,67%	
14.05.1999	1998	1 500	15%	
30.05.2000	1999	1 500	15%	
30.05.2001	2000	2 000	20%	
16.05.2002	2001	1 560	16%	
Prévision 2003	2002	1 200	12%	(3)

N.B. : (1) Dividende payé au titre des actions anciennes

(2) Dividende payé au titre des actions nouvelles

(3) Dividende à payer après approbation de l'Assemblée Générale